



**HAL**  
open science

## Nouvelle approche du “ modèle breton ”

Ronan Le Coadic

► **To cite this version:**

Ronan Le Coadic. Nouvelle approche du “ modèle breton ”. Guillaume Oudaer, Gaël Hily et Hervé Le Bihan. Mélanges en l'honneur du professeur Yves Lambert, TIR, 2015. hal-01127906

**HAL Id: hal-01127906**

**<https://hal.science/hal-01127906>**

Submitted on 6 May 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## NOUVELLE APPROCHE DU « MODÈLE BRETON »\*

### Introduction

Les grandes manifestations de novembre 2013 en Bretagne, drainant dans les rues de Quimper et Carhaix des dizaines de milliers de personnes (Baguenard et al. 2013) — coiffées de bonnets rouges en souvenir d'une révolte agraire survenue en 1675 (Croix et al. 1998 ; ESB, La Borderie, Porchnev 1975 ; Garlan, Nières 1975 ; Lemoine 1898 ; Nassiet 2013) —, ont focalisé l'attention de l'opinion sur la crise de ce qu'il est convenu d'appeler « le modèle breton ».

Au cours des Trente glorieuses, en effet, les agriculteurs bretons, entraînés par leurs collègues léonards<sup>1</sup>, s'étaient lancés dans un rapide et vigoureux mouvement de modernisation, qui s'était traduit par une considérable augmentation des rendements agricoles. L'abondante production agricole bretonne qui en découle nourrit depuis lors une industrie agroalimentaire puissante, premier employeur de la péninsule, d'où l'expression de « modèle breton » (Canevet 1992). Or, l'agriculture bretonne étant en difficulté depuis une vingtaine d'années et près de 7 000 emplois bretons s'étant trouvés menacés, essentiellement dans les industries agroalimentaires, par des plans sociaux en 2013, on parle beaucoup aujourd'hui de « crise du modèle breton » (Renard 2005).

Toutefois, cette analyse purement économique d'un modèle unique nous paraît trop restreinte : en premier lieu, parce que l'originalité et le dynamisme (voire la « brutalité » (Barbançon 2002, p. 54)) de la démarche de modernisation entreprise par les agriculteurs bretons demandent qu'on en recherche les ressorts en profondeur ; en second lieu, parce qu'il est inconcevable qu'une société aussi duale que la Bretagne des années 1960 ait pu suivre un modèle unique. Rappelons à ce sujet les observations d'Edgar Morin sur la bipartition de la société bretonne en 1967, dans *La métamorphose de Plodemet* :

L'identité politique se définit encore à Plodémet, avant toute autre appartenance, gauche ou droite, communiste, socialiste, radicale, MRP, gaulliste, par le rouge et le blanc. Le rouge et le blanc expriment une filiation autant qu'une affiliation. Ils se réfèrent à une société qui fut partagée, non seulement entre deux partis, mais en deux parties, et à une conception, non partielle, mais totale de la politique.

La bipartition blanc-rouge a son origine dans l'antagonisme entre les possédants et la plèbe agricole, les « gros » et les « petits ». Les gros détenaient le pouvoir économique et politique, disposaient du soutien et de la justification de l'Église, formaient une société close. Les petits ont mené contre les gros une lutte de libération économique, d'émancipation politique, de

---

\* Cet article est la vision revue et corrigée d'un texte intitulé « Humanisme et Bretagne », publié dans LE COADIC, Ronan, 2002. *Bretagne : le fruit défendu*. Rennes : Presses universitaires de Rennes (PUR).

<sup>1</sup> Les Léonards sont les habitants du Léon, région du Finistère nord.

promotion sociale. [...] La violence et l'intransigeance du duel furent tels qu'au moment de la séparation de l'Église et de l'État, Plodémet-la-Blanche et Plodémet-la-Rouge tentèrent le divorce, et constituèrent deux sociétés en une — c'est-à-dire une société siamoise. La bipartition opposa les deux pouvoirs superposés, mairie et Église, deux appareils militants, deux blocs de familles et de villages, deux réseaux de mariages, d'entraide, de solidarités, de fournisseurs, de clients, de commerçants, d'artisans, de buvettes ; il y eut même, l'un pour les blancs, l'autre pour les rouges, deux médecins, deux garagistes, deux hôteliers (Morin 1967, p. 182-183).

Nous montrerons que ce que l'on appelle généralement le modèle breton est, en réalité, le « modèle blanc » breton, fondé sur un substrat philosophique profond, aux implications sociétales, culturelles et linguistiques fortes. Puis, nous soulignerons qu'il existe, de fait, un modèle concurrent : le « modèle rouge ». Enfin, nous évoquerons une troisième voie, conçue par un anarchiste dans les années 1910 mais jamais mise en application, ce pourrait être le « modèle noir ». Examinons, en premier lieu, le substrat du « modèle blanc ».

## **1. Substrat philosophique et implications culturelles et linguistiques du « modèle blanc »**

### *1.1. Se sauver*

Notre hypothèse est que le « modèle blanc » breton s'inscrit dans le système symbolique catholique. En quoi consiste, en effet, la libération de l'homme pour la religion catholique ? C'est le fait que le Messie est venu sauver l'humanité en la délivrant du péché. Dans l'évangile selon Saint Jean, en effet, Jésus dit...

« aux Juifs qui avaient cru en lui : "Si vous restez fidèles à mes paroles, vous êtes vraiment mes disciples ; ainsi vous connaîtrez la vérité et la vérité vous rendra libres." Ils lui répondirent : "Nous sommes les descendants d'Abraham et nous n'avons jamais été les esclaves de personne. Comment peux-tu nous dire : Vous deviendrez libres ?" Jésus leur répondit : "Oui, je vous le déclare, c'est la vérité : tout homme qui pêche est un esclave du péché." » (Jean 8, v. 31-36).

Donc, pour un chrétien, la liberté consiste d'abord à se libérer des péchés en étant maître de soi-même. L'apôtre Paul a écrit dans l'épître aux Galates : « C'est pour la liberté que Christ nous a affranchis. Demeurez donc fermes, et ne vous laissez pas mettre de nouveau sous le joug de la servitude » (Gal. 5 : 1).

Le chrétien doit donc être capable de dominer ses penchants naturels afin de respecter les *Dix commandements* et de mettre en application les vertus chrétiennes. Ainsi, se libérant de lui-même et évitant de « succomber à la tentation », il peut, après la mort, « ressusciter d'entre les morts » et gagner « la Paix éternelle » au « Royaume des cieux ». Je simplifie bien sûr la doctrine. Toutefois, les milieux catholiques eux-mêmes ne le font-ils pas parfois davantage, comme en témoigne avec humour le romancier David Lodge ?

Là-haut il y avait le ciel, en bas l'enfer. Le nom du jeu c'était le salut, c'est-à-dire la manière d'aller au ciel et d'éviter l'enfer. Le tout ressemblait un peu au jeu de l'oie. Un péché vous envoyait directement au fond du puits ; les sacrements, les bonnes actions, les mortifications vous permettaient d'en sortir et de retrouver la lumière. Tout ce que vous faisiez, tout ce que vous pensiez était soumis à une comptabilité spirituelle. C'était bon, mauvais ou encore

neutre. Pour gagner à ce jeu il fallait éliminer ce qui était mauvais et transformer autant que possible ce qui était neutre en quelque chose de bon (Lodge 1995, p. 20).

On voit combien le message spirituel catholique peut aisément être transformé en une incitation à respecter l'ordre établi et la hiérarchie sociale. Précisément, les travaux de Guy Michelat et Michel Simon ont montré, dès 1977, qu'« il existe une étroite correspondance entre le niveau d'appartenance au catholicisme et d'adhésion au système symbolique qui le caractérise, d'une part, et, d'autre part, la probabilité du vote de droite et des attitudes et opinions politiques correspondantes » (Michelat, Simon 1977, p. 461).

### 1.2. *En Bretagne*

En Bretagne comme ailleurs, cette « étroite correspondance » entre le système symbolique catholique et les opinions politiques conservatrices est à la fois ancienne et toujours vigoureuse aujourd'hui. On connaît les maximes et dictons à connotation religieuse qui incitent la population des campagnes au conservatisme social, tel :

Paourig pa binvidika

Gant an diaoul ac'h a<sup>2</sup>

Surtout, en Bretagne comme dans toute la France, le rapport à l'Église structure profondément, du XIX<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'orientation des attitudes et comportements politiques. « L'Église n'apparaît-elle pas, au XIX<sup>e</sup> siècle, comme la principale force de conservation politique et sociale ? » se demande même René Rémond (Rémond 1982, p. 407) ? Enfin, on constate qu'aujourd'hui encore, le lien entre l'intégration catholique et le vote conservateur reste déterminant (Dargent 2007), ce que la cartographie électorale confirme régulièrement de façon flagrante.

C'est, précisément, dans une perspective conservatrice que les autorités ecclésiastiques prennent parfois des positions favorables à la langue et à la culture bretonnes. Il en est ainsi de Monseigneur Graveran, évêque de Quimper, dont cette homélie de 1846 est très explicite :

Vous avez besoin, dit-on, d'être polis par la civilisation avancée du siècle ; nous ne disputerons pas, mais prenez garde qu'à force de vous polir la civilisation ne vous use, ne vous amoindrisse, n'efface l'empreinte de votre caractère religieux. Voilà, Nos Très Chers Frères, le sujet de nos alarmes ; voilà pourquoi nous voyons avec un contentement réel que vous tenez à vos vieux usages, à vos vieux costumes, à votre vieille langue ; et nous ne parlerons pas ici en littérateur préoccupé de questions philologiques, en artiste épris de formes pittoresques, mais en évêque convaincu par l'expérience et la raison de l'étroite liaison qui existe entre la langue d'un peuple et ses croyances, entre ses usages et ses mœurs, entre ses habitudes et ses vertus<sup>3</sup>.

L'Église souhaite à cette époque que la société agraire traditionnelle se maintienne en Bretagne et, avec elle, l'autorité du clergé et de la noblesse. L'emploi de la langue bretonne conforte l'emprise du clergé sur une population qui ignore généralement le français. En outre, la conservation de la langue bretonne lui paraît de nature à contrecarrer la diffusion des idées nouvelles — républicaines et socialistes — dans les campagnes. Le premier *Emsav* — c'est-à-dire le mouvement breton de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle — s'inscrit résolument dans cette perspective, comme l'illustre cet échange de propos tenu au cours du congrès de l'Union Régionaliste Bretonne de 1903 :

<sup>2</sup> « Pauvre qui s'enrichit est emporté par le diable ».

<sup>3</sup> Homélie citée par Hersart de La Villemarqué dans la préface de son *Essai sur l'histoire de la langue bretonne* (1847) et assortie de ce commentaire : « Peut-on mieux penser et mieux dire ? »

Monseigneur Favé : Nous ne devons pas perdre de vue que de nouveaux barbares, ennemis de notre race, ennemis de nos traditions et de notre foi sont à nos portes. Étudions quels sont les moyens de les combattre victorieusement. Sous prétexte de semer des doctrines politiques, ils travaillent à métamorphoser l'esprit de nos compatriotes. Il faut voir quelle peut être la part des ouvriers agricoles dans le mouvement socialiste. L'incendiaire rôde autour de la cité.

Le président de l'U.R.B. (Marquis de l'Estourbeillon) : Nous ne devons pas, en effet, nous cacher que la question est très grave, que le danger est imminent. Il y a peu de régions qui ne soient "infestées" par le socialisme. Tout ce qui est la domesticité sera, avant quelques années peut-être, passée au socialisme. Il est très urgent d'étudier la question.

Monsieur l'abbé Cadic a étudié la Révolution en Bretagne. Le 15 mars 1793, les paysans se portèrent en masse vers les villes, pour dévaliser les bourgeois. Les Bretons se laisseraient facilement entraîner aux mesures brutales si les vrais patriotes ne prennent pas à tâche de les éclairer sans cesse sur leurs devoirs sociaux<sup>4</sup>.

Pour autant, l'Église catholique ne s'engage jamais dans une véritable défense de la langue bretonne, pas même en 1902, lorsque le ministre de l'Intérieur et des Cultes, Émile Combes, suspend le traitement des ecclésiastiques qui font un « usage abusif de la langue bretonne dans la prédication et le catéchisme ». En effet, remarque Yves Le Gallo, « aucun prêtre frappé de suspension de traitement — non plus que l'épiscopat — ne s'éleva contre la violence faite à la langue d'un peuple : la protestation concernait la seule violence faite à l'Église » (Le Gallo 1987, p. 20). Bien plus, la hiérarchie catholique est convaincue de la suprématie du français sur le breton et, note Fañch Broudic :

Les évêques eux-mêmes encouragent leurs prêtres à prêcher en français dès que la population est considérée comme étant à même de comprendre la langue nationale. Dans le comportement du clergé, on ne détecte donc ni nationalisme breton ni à proprement parler de réflexe de défense linguistique (Broudic 1997, p. 174).

En matière culturelle et linguistique, donc, le message catholique n'a finalement guère eu de traduction spécifique en Bretagne. En revanche, sur le plan économique et social, son originalité s'exprime avec force. Ainsi, au nom du même conservatisme social que nous venons d'évoquer et dans la perspective de préserver la société rurale traditionnelle, le « pôle blanc » a travaillé tout au long du xx<sup>e</sup> siècle à organiser l'agriculture bretonne et ses efforts portent leurs fruits au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Considérant la situation des campagnes [écrit Suzanne Berger], les élites conservatrices voyaient que la paix sociale et la profession agricole y étaient toutes deux en danger. Les transformations de la production, de la propriété et de la population menaçaient les relations d'harmonie qui avaient jusqu'alors existé entre les différents groupes qui vivaient de la terre. La libération des domestiques et l'émigration des journaliers avaient modifié les relations entre maîtres et serviteurs. [...]

Pour protéger les campagnes contre les villes et l'État, les fondateurs du syndicalisme entreprirent de créer les institutions susceptibles de répondre aux besoins que la société rurale traditionnelle n'était pas en mesure de satisfaire. [...]

---

<sup>4</sup> *Bulletin de l'Union régionaliste bretonne*, 1904, extrait du rapport de la séance du 8 septembre 1903, cité par Michel Nicolas (1982, p. 55-56).

Face au marché, les syndicats organisèrent des services d'achat et de revente. Ils centralisèrent les commandes d'engrais qu'ils revendaient à prix réduit. Ils mirent sur pied des associations de crédit, d'enseignement agricole, des fonds d'assurance et de retraite (Berger 1975, p. 96-100).

L'Office central de Landerneau et la JAC, Jeunesse Agricole Chrétienne, tous deux inspirés par la doctrine sociale de l'Église et par la volonté de protéger le monde rural, jouent un rôle considérable dans la modernisation de l'agriculture bretonne. Cette dernière, qui s'accélère à partir des années 1960, fait bientôt de la Bretagne la première région agricole française et même la première région européenne pour un certain nombre de productions. Le dynamisme de l'agriculture bretonne, animé par le « pôle blanc » mais auquel les « rouges » s'insèrent pour partie, entraîne le reste de l'économie bretonne jusqu'aux années 1990, époque à partir de laquelle il est durement frappé par une double crise économique et écologique.

En résumé, libérer l'homme consiste donc, selon l'humanisme chrétien, à le sauver. Or, la meilleure protection des hommes contre la tentation du péché étant d'appartenir à une communauté porteuse des valeurs chrétiennes et structurée socialement, cette communauté doit être viable. D'où, tout l'effort accompli par les milieux catholiques pour moderniser l'agriculture bretonne et garder ainsi une population dense dans les campagnes. En ce sens, le « pôle blanc » joue historiquement dans la péninsule un rôle collectiviste : il soude la communauté. Qu'en est-il du « modèle rouge » ?

## 2. Le modèle rouge

### 2.1. *S'affranchir*

Le pôle rouge — constitué essentiellement des courants républicains et socialistes — s'inscrit dans le prolongement de l'humanisme de la Renaissance, de la Réforme, des Lumières et de la Révolution française. Pour lui, libérer les hommes consiste à les affranchir des contraintes qui pèsent sur eux. L'homme doit s'arracher à la tradition. La raison, seule, peut lui permettre de se délivrer du poids des archaïsmes et de la superstition.

Si pour la religion catholique, le sens de l'existence humaine relève de l'au-delà et est donc inaccessible à l'esprit humain, le « pôle rouge » rejette, lui, toute idée de transcendance et vise, en se fondant sur la science et le progrès, à émanciper l'homme des dogmes et des croyances qui obscurcissaient son esprit. Désormais, ce n'est plus dieu mais l'homme qui se trouve au centre du monde et est tout-puissant.

Pendant, la liberté de penser ne peut s'imposer à l'obscurantisme qu'au prix d'un combat permanent, individuel et collectif, dont l'école laïque et républicaine est l'un des théâtres.

### 2.2. *En Bretagne*

Cette interprétation « rouge » de la libération de l'homme a un impact considérable et durable sur la société bretonne. *Gwell eo deskiñ mabig bihan evit dastum madoù dezhañ*<sup>5</sup> dit un proverbe breton et, en effet, les Bretons procèdent toujours, globalement, à un véritable surinvestissement dans l'école. Un rapport important de l'inspection générale à l'intention du ministre de l'éducation nationale parle au sujet de la Bretagne d'une « société accordée à son école » :

---

<sup>5</sup> « Mieux vaut instruire le petit enfant que de lui amasser des biens. »

[Les] progrès parallèles de l'économie et de la réussite scolaire ont nourri un sentiment de confiance qui fait qu'on est frappé, en examinant la situation de l'académie de Rennes, par un accord profond entre la société et son école. On a rencontré tout au long de ce rapport différents éléments d'explication de la réussite scolaire bretonne : durée de la scolarisation, densité du maillage d'établissements scolaires, émulation avec l'enseignement privé, solidité du corps enseignant... Toutes ces explications sont certainement pertinentes, sans qu'il soit aisé d'établir la part qui revient à chacune. Mais, par-delà les facteurs objectifs, on peut penser que les succès de l'école se nourrissent pour une bonne part de la confiance que tous lui accordent et d'une croyance largement partagée en son efficacité. Accord réciproque entre école et société : les enseignants, pour la plupart, s'estiment privilégiés d'enseigner en Bretagne, dans des conditions où ils ne reconnaissent pas l'image souvent catastrophiste que les médias diffusent de l'école. De leur côté, les familles, dans cette région où la promotion sociale a longtemps passé prioritairement par l'école, les diplômés et la fonction publique, croient en l'école et se mobilisent volontiers autour d'elle. (Inspection générale de l'Éducation nationale, Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche 2000, p. 119).

Au départ, le sens du surinvestissement scolaire des parents bretons est double : faire de leurs enfants des citoyens français à part entière et favoriser leur promotion sociale. Les deux aspects de cette démarche sont intimement liés — on ne peut envisager de s'élever dans une société sans en être reconnu membre de plein droit —, toutefois, il convient de les distinguer analytiquement, en raison de leurs conséquences ultérieures.

D'une part, en effet, les Bretons acceptent, comme l'école de la III<sup>e</sup> République les y exhorte, que leurs enfants renoncent à leur langue maternelle afin d'en faire « de vrais Français ». Ils ne s'élèvent pas contre les mesures vexatoires telles que la « vache », ce symbole honteux que l'instituteur accroche au cou des enfants qui s'expriment en breton à l'école, comme le rapporte Pierre-Jakez Hélias :

La vache est souvent symbolisée par un objet matériel, n'importe quoi : un galet de mer, un morceau de bois ou d'ardoise que le coupable (!) doit porter en pendentif autour du cou au bout d'une ficelle ; un sabot cassé, un os d'animal, un boulon que le maître d'école remet au premier petit bretonnant qui lui offense ses oreilles de fonctionnaire avec son jargon de truandaille. Le détenteur de la vache n'a de cesse qu'il n'ait surpris un de ses camarades en train de parler breton pour lui refiler l'objet. Le second vachard, à son tour, se démène de son mieux pour se débarrasser du gage entre les mains d'un troisième et ainsi de suite jusqu'au soir, le dernier détenteur écopant de la punition. Certains maîtres engagent même les enfants à se dénoncer mutuellement, bien qu'ils enseignent dans leur classe qu'il est très vilain de « rapporter ». Mais la règle ne vaut pas pour le délit de bretonniser. Comprenez qui pourra (Hélias 1982, p. 236).

Loin de contester ces mesures, explique l'auteur, les parents bretons en rajoutent : ils punissent leurs enfants de s'exprimer dans la seule langue qu'eux-mêmes connaissent...

Lorsque l'un d'entre nous est puni pour avoir fait entendre sa langue maternelle dans l'enceinte réservée au français, soit qu'il écope d'un verbe insolite ou irrégulier, soit qu'il vienne au piquet derrière le tableau après le départ de ses camarades, une autre punition l'attend à la maison. Immanquablement. Le père ou la mère, qui quelquefois n'entend pas un mot de français, après lui avoir appliqué une sévère correction, lui reproche amèrement d'être la honte de la famille,

assurant qu'il ne sera jamais bon qu'à garder les vaches, ce qui passe déjà pour infamant, par le temps qui court, auprès de ceux-là mêmes dont une part du travail est de s'occuper des vaches (Hélias 1982, p. 235).

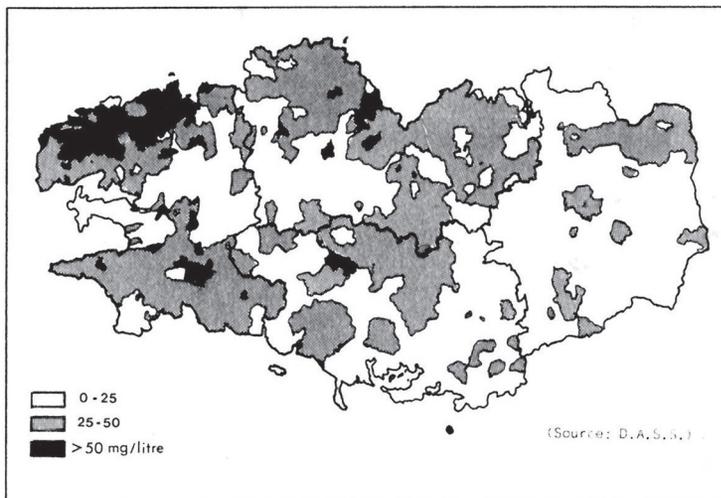
Il ne faut voir dans ce comportement ni masochisme ni désintérêt des Bretons envers leur langue. L'amour des parents pour leurs enfants et la volonté de leur « ouvrir toutes les portes » se traduisent par le reniement d'une langue et d'une culture que l'école républicaine et la majorité de la société française tiennent à l'époque pour arriérées, quand la culture française, elle, est considérée comme une civilisation supérieure au destin universel. Ainsi les Bretons sacrifient-ils l'intérêt collectif de la société bretonne à l'intérêt individuel de leurs enfants.

D'autre part, le choix de tout miser sur l'école se traduit par une forte émigration. Dès l'époque de la III<sup>e</sup> République, le niveau d'instruction que les jeunes Bretons acquièrent à l'école leur permet de trouver à s'embaucher ; d'abord comme ouvriers ou « domestiques pour vider les pots de chambre des bourgeois de Paris » (Hélias 1982, p. 238) puis comme fonctionnaires — ce qui les oblige à s'engager à accepter un poste en n'importe quel point du territoire français — enfin, progressivement, à des postes à responsabilité, souvent situés en région parisienne. Là encore, l'intérêt collectif de la société bretonne est négligé au profit de l'intérêt individuel. Au lieu de travailler au développement de la Bretagne, les Bretons optent pour une stratégie de carrière qui les amène à donner le meilleur d'eux-mêmes hors de leur région d'origine. Contrairement à une idée répandue, il en est toujours ainsi aujourd'hui puisque, selon l'Insee, alors que le solde migratoire de la Bretagne est positif entre 1999 et 2006, il est négatif pour les jeunes actifs diplômés (Baudequin 2009).

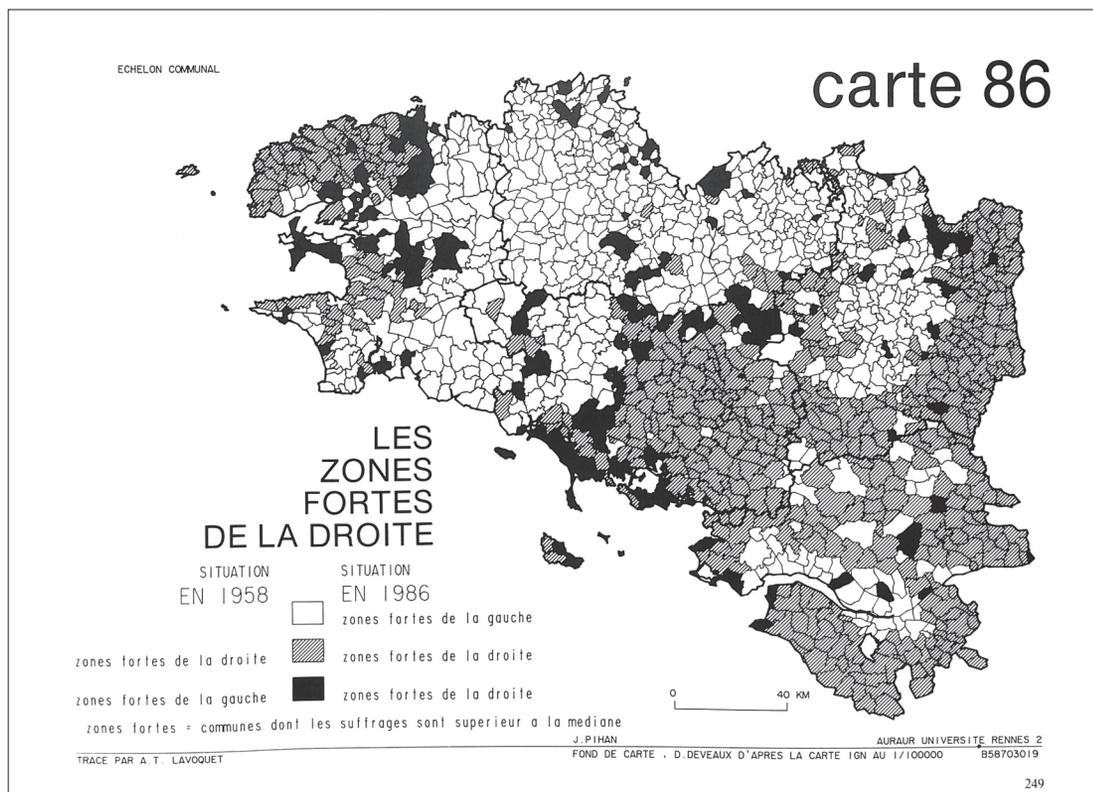
Entre l'option « rouge » et l'option « blanche », la cohérence des choix bretons est surprenante. Pour Pierre-Jakez Hélias, c'est sûrement parce que « les Blancs ne croient pas tellement aux bienfaits de l'instruction, alors que pour les Rouges, foi de Monsieur Le Bail, elle est la panacée » :

Les Blancs ont de quoi occuper plus tard leurs enfants dans leurs fermes ou leurs commerces, les Rouges savent bien que les leurs, à part quelques-uns, devront s'en aller. Et un bon certificat d'études, une connaissance convenable du français, est un bel atout pour devenir cheminot ou second-maître dans la marine. Ne serait-ce même que pour s'aventurer vers Paris avec un petit métier. La politique des Blancs consiste à garder leur progéniture dans le pays où leur place est faite, sera consolidée plus tard par des alliances mûrement préparées, fera d'eux les gros bonnets possesseurs des terres et des grosses maisons marchandes. En cela, ils sont aidés par les prêtres qui n'arrêtent de vitupérer les entreprises diaboliques des Rouges que pour condamner, à grand renfort d'exemples salutaires, la corruption des villes et supplier les jeunes filles de rester chez elles si elles ne veulent pas perdre leur âme. Ils condamnent d'avance aussi celles qui auraient envie de couper leurs cheveux « à la garçonne » et donc d'abandonner la coiffe pour se mettre en costume de ville comme les institutrices de l'École du Diable, ces dévergondées (Hélias 1982, p. 221).

Ce que l'on constate, en tout cas, c'est que le modèle blanc est collectiviste (ou communautaire) : axé sur le développement endogène de l'agroalimentaire, il permet de maintenir un lien social fort dans les campagnes de la péninsule. Son impact s'inscrit dans l'espace : sans être identiques, les cartes de la pollution de l'eau par les nitrates et des zones fortes de la droite ont quelques affinités. On observe, en particulier, que la pollution par les nitrates est singulièrement forte dans le Léon, bastion de la droite catholique, et faible dans le centre ouest Bretagne, fief du parti communiste...

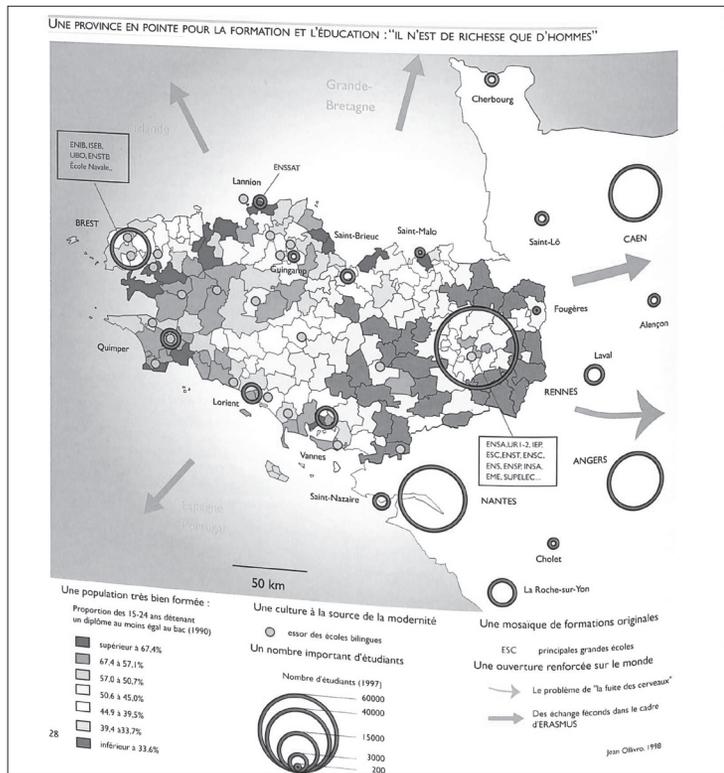


Carte 1 : Concentrations moyennes en nitrates observées en 1986 dans les eaux de distribution publique (Canevet 1992, p. 77)

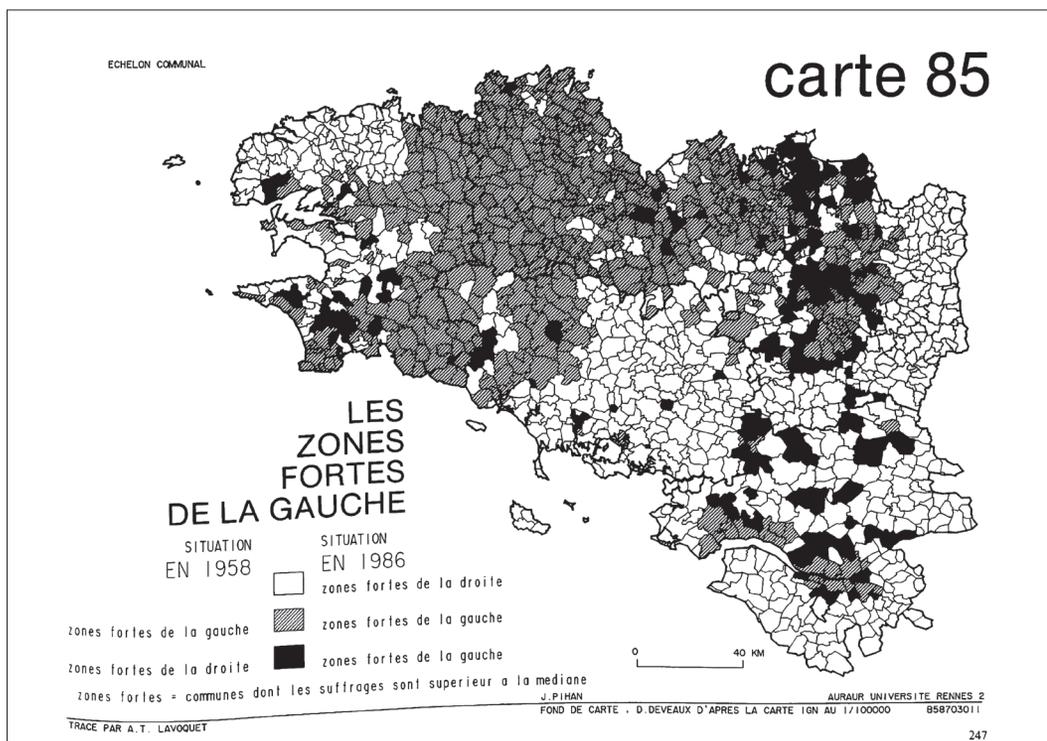


Carte 2 : Les zones fortes de la droite (Nicolas, Pihan 2000, p. 249)

En revanche, le modèle rouge est individualiste : axé sur les études et la promotion sociale à laquelle elles permettent d'accéder (généralement hors de Bretagne), il est un puissant facteur de libération des individus mais aussi, historiquement, de déstructuration du monde rural.



Carte 3 : Proportion des 15-24 ans détenant un diplôme au moins égal au bac (Ollivro 2000, p. 28)



Carte 4 : Les zones fortes de la gauche (Nicolas, Pihan 2000, p. 247)

Les analogies entre les cartes du niveau de diplômes et du vote de gauche sont frappantes. La proportion de personnes de quinze à vingt-quatre ans qui détiennent un diplôme au moins égal au baccalauréat est particulièrement élevée dans la « diagonale contestataire » de Basse-Bretagne, une région (allant du Pays bigouden au Goëlle) qui vote constamment à gauche.

Ce contraste entre deux modèles est d'autant plus saisissant qu'il évoque le débat philosophique qui a opposé pendant une trentaine d'années, outre Atlantique, les *Libéraux* (individualistes) aux *Communautariens* (collectivistes). Will Kymlicka nous résume les termes de ce débat :

Si nous simplifions [...] à l'extrême les termes de cette discussion, ceux-ci peuvent être essentiellement ramenés au problème du primat de la liberté individuelle. Les libéraux considèrent que les individus devraient être libres de déterminer eux-mêmes leur propre conception de la vie bonne et se félicitent de la libération individuelle à l'égard de tout état prescrit ou hérité. Les individualistes libéraux soutiennent par suite que l'individu est premier par rapport à la communauté : la communauté tire son importance de sa contribution au bien-être des individus qui la composent. Si ces individus n'estiment plus devoir maintenir des pratiques culturelles existantes, alors la communauté ne peut prendre sur elle de lutter pour la préservation de ces pratiques, pas plus qu'elle ne dispose du droit d'empêcher les individus de les modifier ou de les rejeter.

Les communautariens récusent cette conception de l'« individu autonome ». Les personnes sont pour eux enchâssées (*embedded*) dans des relations et des rôles sociaux particuliers. Elles ne forment pas et ne peuvent pas non plus corriger leur conception de la vie bonne, mais héritent d'une façon de vivre qui détermine directement ce qui est bien. Plutôt que de considérer que les pratiques collectives sont la résultante de choix individuels, les communautariens estiment que les individus sont le produit de pratiques sociales. Ils contestent souvent, en outre, le fait que les intérêts des communautés puissent être réduits aux intérêts de leurs membres individuels. C'est, par conséquent, détruire les communautés que de privilégier l'autonomie individuelle. Une communauté vigoureuse doit maintenir un équilibre entre le choix individuel et la protection du mode de vie communautaire et, pour ce faire, cherche à limiter les atteintes que le premier peut infliger au second (Kymlicka, *Mesure* 2000, p. 142-143).

Ce débat philosophique d'outre Atlantique a abouti, depuis quelques années, à un rapprochement entre les positions des uns et des autres et à une forme de consensus. Or, en Bretagne, depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, un précurseur méconnu avait déjà tenté — à sa manière — de procéder à une synthèse humaniste : l'anarchiste Émile Masson (1869-1923).

### **3. La troisième voie : s'épanouir**

La démarche d'Émile Masson met en cause la bipartition de la société bretonne entre les deux modèles contradictoires « blanc » et « rouge » et vise à concilier et articuler communauté et individualisme.

#### *3.1. Dimension communautaire*

Là où ce que nous avons appelé le « pôle blanc » accorde quelques faveurs à la langue bretonne parce qu'elle est susceptible de protéger les masses rurales de la contamination par les idées républicaines et socialistes, Masson prône, au contraire, l'utilisation du breton pour diffuser la propagande révolutionnaire. « Si nous voulons vaincre en Bretagne, Bretons socialistes, parlons à

nos frères rustiques leur langue, leur belle vieille langue libre et barbare, la nôtre », écrit-il en 1912 (Masson 1972, p. 205). « L'usage de la langue bretonne dans la propagande révolutionnaire doit », ajoute-t-il « se répandre en Bretagne d'autant plus qu'elle est, cette langue, la bonne vieille clef d'or, la clef magique qui, *seule*, nous ouvre les chaumières et les cœurs » (1972, p. 206).

En outre, si le pôle blanc s'efforce de conduire la modernisation de l'agriculture en Bretagne dans la perspective de préserver la société rurale et son ordre social traditionnel, Masson, à l'inverse, souhaite que cette société rurale soit le cœur d'une révolution anarchiste.

Le socialisme sera, en Bretagne, l'éveil, la *conscience* de notre peuple — ou bien le socialisme avortera en Bretagne. Bretons, nous sommes un peuple d'insurgés, fils authentiques de pillleurs d'épaves, de brûleurs de manoirs, de réfractaires ; d'indomptables Ianniks ou Jojobs des chaumières sans nombre des quatre « pays ». « Guerre aux châteaux ! » Laboureurs, fermiers, matelots, pêcheurs, artisans de tous métiers, ouvriers de toutes carrières, soyons ensemble contre les grands seigneurs financiers. Soyons ensemble de ferme à ferme, de village à village ; soyons ensemble tous, des quatre « pays » d'abord, avec les Gallos ensuite, avec tous les prolétaires des autres « pays » de France et du monde. Soyons ensemble comme jamais nos pères ne le furent. Ils s'ignoraient parce que jadis les hameaux étaient loin des hameaux, la pensée muette et sans aile. Mais aujourd'hui la même pensée est en même temps présente à tous les cœurs et parle toutes les langues du monde : « Travailleurs de tous les pays unissez-vous ! » Qu'elle parle donc aussi notre langue bretonne ! Faites la paix entre vos chaumières ; reconnaissez vos intérêts communs ; assemblez-vous en syndicats, fédérez vos syndicats. Et fondez librement vos libres écoles syndicalistes et fédératives (1972, p. 216).

Pendant, Émile Masson contredit également les positions du « pôle rouge ».

### 3.2. *Dimension individualiste*

En premier lieu, la plupart des républicains et des socialistes — se plaçant dans la continuité de la Terreur révolutionnaire (puisque à ses débuts, la Révolution avait admis la pluralité des usages linguistiques)<sup>6</sup> — considèrent sous la III<sup>e</sup> République que le breton est la langue de la réaction et le français la langue de la liberté. Ils prônent l'éradication du premier et l'enseignement du seul second. Masson s'élève contre ce procès qui est fait à la langue bretonne :

Une langue qui soit d'un parti ! Une langue qui soit réactionnaire ! Comme si une langue, surtout une langue qui nous vient d'un passé aussi loin de toutes nos misérables querelles présentes, d'un passé où l'âme était libre et farouche comme celle des fauves, pouvait être rien d'autre que l'expression du libre farouche fauve humain ! (Masson 1972, p. 205).

Selon lui, le breton est une langue-prolétaire :

Les langues sont les miroirs de l'histoire sociale. Chacune porte en son sein un charnier de vaincus. La langue française puise sa vie aux artères des anciennes provinces ; elle boit et mange tous leurs patois et dialectes locaux. Son triomphe fut celui des seigneurs jadis ; il est aujourd'hui celui des grands bourgeois qui leur succèdent.

---

<sup>6</sup> « Contrairement à ce que l'on croit généralement, la Révolution à ses débuts n'avait certes pas été hostile aux langues régionales puisqu'elle avait mis en œuvre une politique active de traduction des décrets révolutionnaires dans les différents idiomes, et donc aussi en breton. Mais par la suite, sous la Terreur, Barère accusa le bas-breton d'être le véhicule du fédéralisme et de la superstition et l'abbé Grégoire proclama la nécessité d'anéantir les patois, pour assurer la primauté du français promu au rang de langue nationale ». (Broudic 1997, p. 171).

Des savants, des artistes (!) même, voient dans la prédominance d'une langue sur une autre un triomphe de la civilisation. C'est au contraire le plus accablant témoignage de barbarie. Une langue exprime une conscience. Chacun de nous a une langue à soi qu'il est seul à comprendre...

Les pauvres langues des pauvres gens ! Les détruire, c'est abattre leurs chaumières, et les ensevelir sous les décombres...

[...] Imbéciles qui vous acharnez à détruire des races d'hommes, et des langues humaines. Ignorez-vous donc que la beauté est nombre, et non votre chiffre 1 planté dans le ventre d'un zéro, comme un poteau-frontière dans une mer de sang<sup>7</sup> ?

Masson prodigue même une pédagogie bilingue avancée dans les années 1910. Voici ce qu'il en rapporte au congrès de la Fédération régionaliste de l'été 1913 :

Nous parlons d'expérience personnelle. Nous avons nous-mêmes constaté que les jeunes bretonnants s'assimilaient les formes et les vocables anglais avec un véritable talent instinctif... des centaines de racines sont identiques dans les deux langues, et bien des mécanismes syntaxiques y sont identiques. L'enseignement de l'anglais à l'aide du breton et du français, voilà qui facilitera étonnamment la tâche de nombre d'entre nous<sup>8</sup>.

Sa démarche paraît incongrue à l'époque : le bilinguisme, voire le trilinguisme, ne risquent-ils pas d'induire de la « confusion dans les esprits » ? C'est du moins le point de vue de son inspecteur d'académie. Masson, lui, pense qu'« une langue ne nuit pas à une autre langue. Au contraire : deux langues s'entraident, maniées intelligemment<sup>9</sup>... »

En second lieu, avons-nous dit, le « pôle rouge » axe toute son attention sur l'école et sur l'ascension sociale individuelle qu'elle garantit aux meilleurs élèves — généralement au prix de l'exil —, négligeant, de ce fait, complètement le destin collectif de la Bretagne. Là encore, Émile Masson, enseignant laïc aux idées de gauche, développe une tout autre réflexion, mettant au contraire en avant les spécificités de la Bretagne et ses intérêts collectifs et allant même jusqu'à s'engager, bien qu'anarchiste — mais pour très peu de temps —, dans le parti nationaliste breton.

Ainsi, à sa façon, Masson développe-t-il concrètement une conception originale de la libération de l'homme, qui concilie la volonté individualiste d'arracher l'homme aux pressions de son milieu et l'effort collectiviste de défense et de promotion de la langue, de la culture et des intérêts propres de la Bretagne.

## Conclusion

Nous avons montré que ce qu'il est convenu d'appeler le « modèle breton » ne relève pas uniquement de la logique économique et du dynamisme productif des agriculteurs bretons mais également du système symbolique catholique et des objectifs poursuivis par le clergé au XX<sup>e</sup> siècle en matière de conservation sociale, clergé pour lequel la langue et la culture bretonnes n'étaient, au mieux, que des outils.

Nous avons également montré qu'il existe non pas un mais deux modèles bretons : l'un « blanc »

---

<sup>7</sup> Brug, novembre 1913, cité in (Giraud, Giraud 1991, p. 223).

<sup>8</sup> Rapport au congrès d'Hennebont de la Fédération Régionaliste Bretonne, août 1913, cité in (Giraud, Giraud 1991, p. 207).

<sup>9</sup> *Pensée bretonne* n° 2, juillet 1913, cité in (Giraud, Giraud 1991, p. 207).

et l'autre « rouge ». Cette dichotomie — issue des difficiles relations entre l'Église catholique et la République qui ont, depuis la Révolution de 1789, structuré la vie politique française dans son ensemble — présente des particularités en Bretagne qui ont fait parler de « dérèglement métabolique » breton à Edgar Morin (1967, p. 221-224) ! Si les « Blancs » de Bretagne ont mis l'accent sur le modernisme et l'essor coopératif au profit de la communauté rurale, les « Rouges » ont choisi la promotion individuelle par les études. Les uns et les autres, au nom de conceptions radicalement opposées de la modernité, ont complètement délaissé la langue et la culture bretonnes.

En revanche, le choix prôné par Émile Masson dans les années 1910 consistait à associer libération de l'individu et reconnaissance de libertés collectives ; il voulait, pour changer le monde, que chacun commence par mener sa révolution intérieure<sup>10</sup>, il souhaitait cultiver l'identité et la culture bretonnes afin d'y chercher l'humanité entière (Giraud, Giraud 1991, p. 196), il promouvait une éducation à la liberté (Giraud, Giraud 1991, p. 288) et pensait qu'il fallait pousser la tolérance de l'autre jusqu'à l'aimer dans sa différence (Le Coadic 2003)... Certes, Émile Masson ne nous est aujourd'hui d'aucune utilité pour bâtir un modèle économique nouveau ; cependant, cette voie qu'il traçait, de liberté, de tolérance, d'articulation de l'individuel et du collectif, ne serait-elle pas encore féconde ?

### Références bibliographiques

- BAGUENARD, Jacques, CHARLÈS, Erwan, PÉREZ, René, THOUEMENT, Hervé et TODD, Emmanuel, 2013. *L'automne des bonnets rouges : De la colère au renouveau*. Brest : Éditions Dialogues. ISBN 9782918135913.
- BARBANÇON, Yannick (éd.), 2002. *La sursuicidité en Bretagne : contribution à une explication socio-culturelle. Recherche multidisciplinaire* [en ligne]. Mutualité française Bretagne. Disponible à l'adresse : <http://www.bdsp.ehesp.fr/Fulltext/286423/>
- BAUDEQUIN, Isabelle, 2009. La Bretagne, une région de plus en plus attractive. *Octant*, janvier 2009. N° 115, p. 11-16.
- BERGER, Suzanne, 1975. *Les paysans contre la politique*. Paris : Seuil.
- BROUDIC, Fañch, 1997. *L'interdiction du breton en 1902: la III<sup>e</sup> République contre les langues régionales*. Spézet : Coop Breizh. ISBN 2-909924-78-5.
- CANEVET, Corentin, 1992. *Le modèle agricole breton: histoire et géographie d'une révolution agro-alimentaire*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. Des sociétés. ISBN 2-86847-064-5.
- CROIX, Alain, ROUDAUT, Fañch, DUIGOU, Serge, RAPHALEN, Giselle, ROTURIER, Patrice et MESTON, Olivier, 1998. *Bonnets rouges: une révolte rurale en Bretagne (1675)*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes (PUR).
- DARGENT, Claude, 2007. Religion et vote : cachez cette variable que je ne saurais voir. *Baromètre politique français* [en ligne]. 2007. [Consulté le 3 octobre 2015]. Disponible à l'adresse : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/hal-01063753/documentCevipof>
- ESB, LA BORDERIE, Arthur Le Moyne de et PORCHNEV, Boris, 1975. *Les Bonnets rouges*. Paris : Union générale d'éditions. 10-18, 1045. ISBN 2-264-00021-X.
- GARLAN, Yvon et NIÈRES, Claude, 1975. *Les révoltes bretonnes de 1675: papier timbré et bonnets rouges*. Paris : Éditions sociales.

---

<sup>10</sup> « Que chacun fasse d'abord la révolution en lui, et chez lui ; et non ailleurs, et chez les autres » (Giraud, Giraud 1991, p. 323).

- GIRAUD, J-Didier et GIRAUD, Marielle, 1991. *Émile Masson, professeur de liberté*. Chamalières : Canope. ISBN 2906320137.
- HÉLIAS, Pierre Jakez, 1982. *Le cheval d'orgueil : mémoires d'un Breton du pays bigouden*. Paris : Plon. Presses pocket. Collection Terre humaine. ISBN 2-266-09783-0.
- INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE et INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE, 2000. *Évaluation de l'enseignement dans l'Académie de Rennes* [en ligne]. Paris. Disponible à l'adresse : <http://media.education.gouv.fr/file/08/6/6086.pdf>
- KYMLICKA, Will et MESURE, Sylvie, 2000. *Comprendre N° 1, 2000 : Les identités culturelles*. Presses Universitaires de France (PUF). ISBN 2130510280.
- LA VILLEMARQUÉ, Théodore Hersart, 1847. *Essai sur l'histoire de la langue bretonne, précédé d'une étude comparée des idiomes bretons et gaëls*. Paris : A. Franck.
- LE COADIC, Ronan, 2003. Nul n'est prophète en Basse-Bretagne. in GIRAUD, J-Didier et GIRAUD, Marielle, 2005. *Émile Masson, prophète et rebelle*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes (PUR).
- LE GALLO, Yves, 1987. Basse-Bretagne et Bas-Bretons (1870-1918). In : *Histoire littéraire et culturelle de la Bretagne*. Paris-Genève : Champion-Slatkine.
- LEMOINE, Jean, 1898. *La révolte dite du papier timbré ou des bonnets rouges en Bretagne en 1675: étude et documents*. Paris : H. Champion.
- LODGE, David (1935- ), 1995. *Jeux de maux*. Paris : Rivages. ISBN 2-86930-920-1. Collection : Bibliothèque étrangère
- MASSON, Émile, 1972. *Les Bretons et le socialisme . Texte de présentation et notes par Jean-Yves Guiomar*. Paris : F. Maspero. Collection du Centre d'histoire du syndicalisme.
- MICHELAT, Guy et SIMON, Michel, 1977. *Classe, religion et comportement politique*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. ISBN 2-7246-0388-5.
- MORIN, Edgar, 1967. *Commune en France: la métamorphose de Plodémet*. Paris : Fayard. Le Monde sans frontières.
- NASSIET, Michel, 2013. *Qui étaient les Bonnets rouges ? Les révoltes bretonnes de 1675*. Morlaix : Skol Vreizh. ISBN 9782367580203.
- NICOLAS, Michel et PIHAN, Jean, 2000. *Les Bretons et la politique*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes (PUR). ISBN 2868220223.
- NICOLAS, Michel, 1982. *Histoire du mouvement breton Emsav*. Syros la Découverte. ISBN 2901968635.
- OLLIVRO, Jean, 2000. *La Bretagne en l'an 2000*. Presses Universitaires de Rennes 2 (PUR). ISBN 2868474861.
- RÉMOND, René, 1982. *Les Droites en France*. [Quatrième éd]. Paris : Aubier Montaigne. Collection historique. ISBN 2-7007-0260-3. 324.244.
- RENARD, Jean, 2005. Le modèle agricole breton : ses réussites, ses dérives et sa remise en cause (1950-2004). *ESO*. septembre 2005. pp. 103-113.